

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Saint Pierre de Mésage

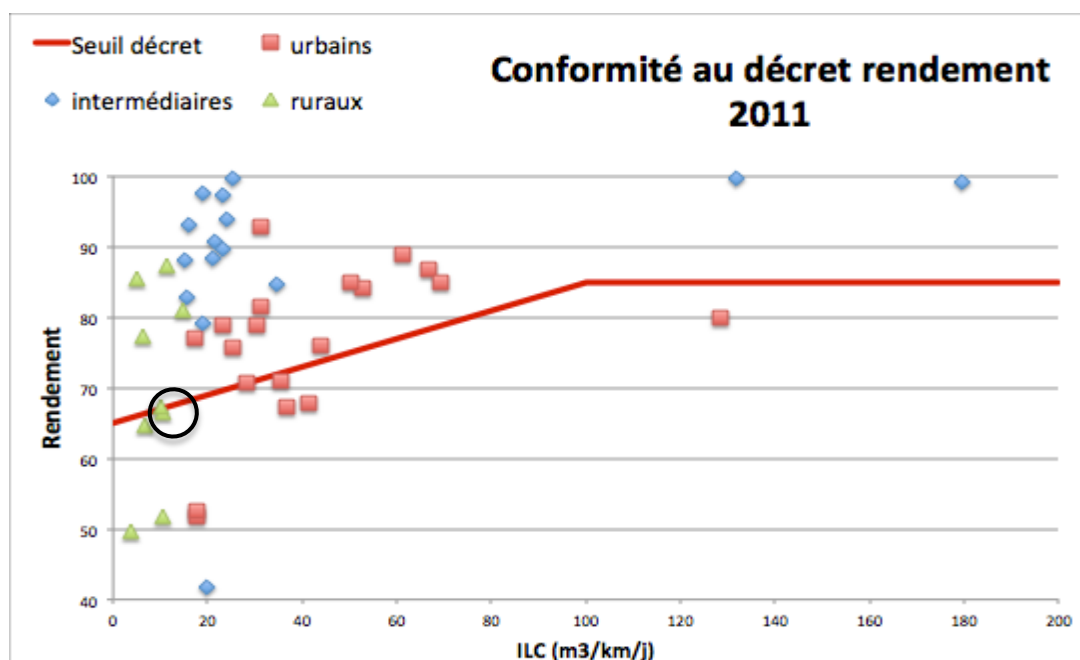
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 338 ILC : 10,3 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 719 Densité habitants* : 103 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 319 Date de règlement de service : 31 mai 1990 Volume entrant: 39 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 7 km Volume facturé: 26,2 Mm <sup>3</sup> Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 1 <i>interconnexion</i> Nombre total de compteurs : 325 Pourcentage de compteurs +12 ans : 46,2 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,48 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 1,37 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 67,4 % Indice Linéaire de Pertes* : 5,0 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 70/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 67,1% Rendement 2011 : 67,4 % rendement lissé sur 3 ans* : 65,0 % <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 20 Evaluation du coût de remplacement* : 36 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 2015	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement: 126,2 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 26,6 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 2,1 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,34 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : + 24,2 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

## **Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret**



Saint Pierre de Mésage est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie rurale (triangles verts). En 2011 son rendement était de 67,4% et dépassait de 0,3 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 41,5%. Le rendement a donc considérablement augmenté en quelques années. Le service semble très actif sur son réseau puisqu'il a renouvelé 1,37 % du linéaire par an pendant 5ans.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait tout juste aux exigences réglementaires. Il conviendrait de poursuivre les efforts menés sur le réseau pour ne plus faire du décret rendement un enjeu réglementaire.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de St Pierre de Mésage est de 5,0 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (15,2 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de SPdM présentait donc des fuites d'importance raisonnable.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Saint Pierre de Mésage peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

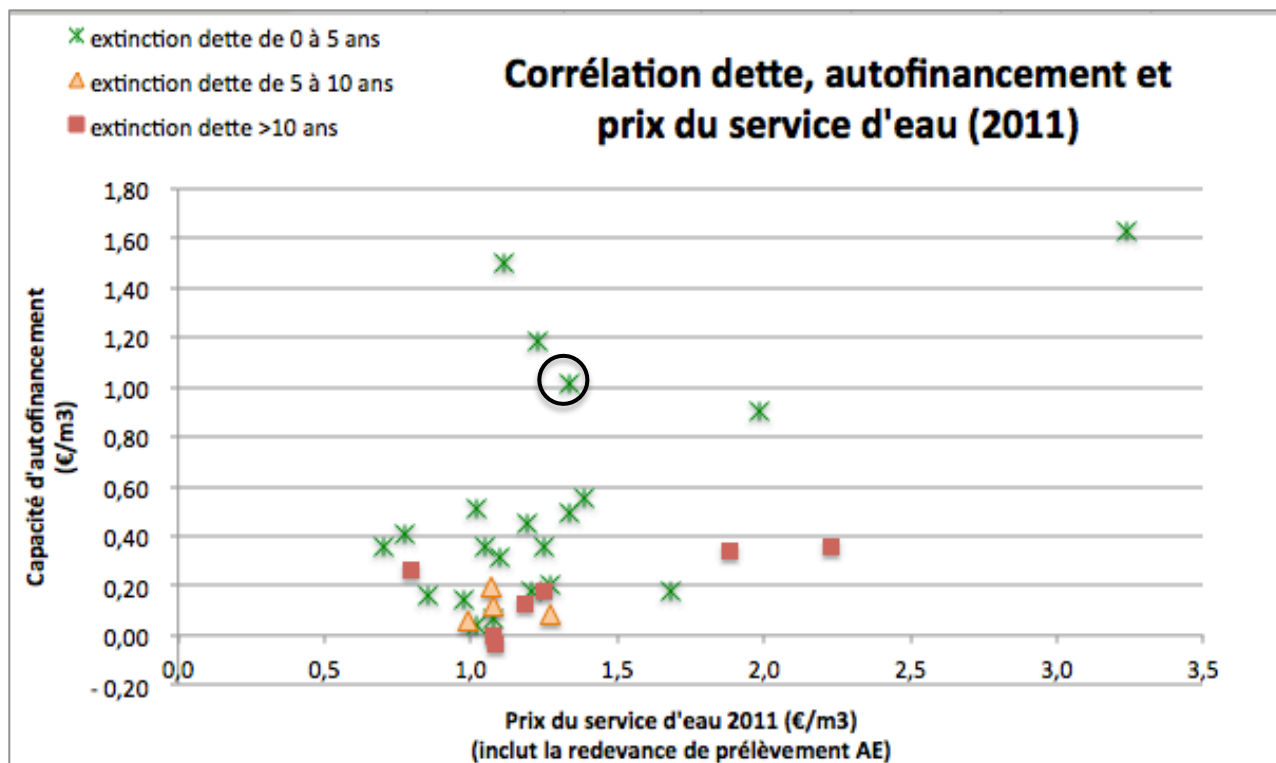
On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. En effet, la connaissance du réseau par le service est bonne mais pas exhaustive (70/100). Notamment le service n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Le parc de compteur présente des signes de vieillissement avec près d'un compteur sur deux de plus de 12 ans. Cela peut provoquer des problèmes de sous-comptage qui contribuent à diminuer faussement le rendement d'un réseau. Une campagne de remplacement des compteurs visant un objectif de 20-30% des compteurs permettrait de fiabiliser le calcul du rendement.

Encore vingt branchements en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête.

**Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre**



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

Saint Pierre de Mésage est entourée.

Son extinction de dette est de 2,1 ans (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 1,02 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,34 €/m<sup>3</sup>.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est légèrement élevé par rapport au territoire mais il permet de dégager un autofinancement important de 1,02 €/m<sup>3</sup> facturés. Cela correspond à 27 k€ en 2010. En 2009, le service avait dégagé 61 k€.

Le niveau de dette est de 70€ en 2011. La durée d'extinction de dette associée est de 2,1ans ce qui est très raisonnable. On peut penser que le service a choisi d'autofinancer en partie ses travaux de renouvellement menés depuis 2008.

## Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement rapporté en m<sup>3</sup> facturé semble importante, mais reste tout de même un peu limité pour financer des travaux de renouvellement (CAF = 27 k€/an). Pour dégager davantage d'autofinancement, le service dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme. Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.